

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Concertation politique : démarrage effectif des travaux

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES choses semblent définitivement lancées, du côté de la concertation politique. Pour preuve, hier, les travaux ont été officiellement ouverts, à l'esplanade du ministère de la Défense nationale, avec la mise en place du bureau. Celui-ci est composé à parité de cinq (5) délégués de la majorité et de cinq de l'opposition. Avec comme coprésident, Alain-Claude Bilié-By-Nze et Séraphin Akure Davain.

Si l'on note l'absence de femmes au sein de cet organe, on constate, pour autant, côté opposition, la présence remarquable du leader des 7 Merveilles du peuple gabonais (MP), Joël Ngueneni, membre éminent de la Coalition de la nouvelle République (CNR), comme co-rapporteur. Qu'à cela ne tienne, le principal

coup d'éclat de la journée est sans doute venu du leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou. Lequel, après avoir annoncé, la veille, son retrait de la concertation politique, est revenu hier sur sa décision. Et a, par la suite, claqué la porte des travaux pour n'avoir pas obtenu, de la part de ses amis de l'opposition, le poste de coprésident. Une attitude très surprenante, quand on sait que son bord politique lui avait réservé le poste de vice-président...

Dans tous les cas, d'autres personnalités de l'opposition ont également brillé par leurs absences. On cite la présidente de l'Union nationale (UN), Paulette Missambo, le leader du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, et le secrétaire exécutif de la "Réappropriation du Gabon, de son indépendance



Photo: DR

Vue partielle des membres du bureau de la concertation politique.

pour sa reconstruction " (RÉ-AGIR), Jean-Valentin Leyama. Des personnalités qui, pour des raisons de politique politicienne, remettent en cause le format

de dans une certaine mesure, remettent en cause le format de ce conclave.

Ceci étant, les délégués se sont penchés sur les instruments de-

vant régir les travaux. L'ordre du jour a également été adopté.

Il porte sur : les mandats politiques, les questions électorales et les partis politiques.

Sommet de l'UA : Ali Bongo Ondimba attendu ce jeudi à Addis Abeba

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, est attendu aujourd'hui à Addis Abeba, en Éthiopie. Il y séjournera pendant quarante-huit (48) heures où il prendra part aux travaux de la 36e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA). Quatre grands dossiers seront soumis à leur réflexion.

Il s'agit des rapports inhérents à la réforme institutionnelle de l'organisation, particulièrement les activités du Conseil de paix et de sécurité (CPS); l'état de la paix et de la sécurité en Afrique; la gouvernance politique, financière et énergétique mondiale; ainsi que la crise alimentaire mondiale. Par ailleurs, les chefs d'État et de gouvernement vont également examiner les rapports relatifs

au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, la situation du NEPAD et la réforme du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu).

Bien évidemment, les questions thématiques spécifiques figureront aussi à l'ordre du jour. Il s'agit par exemple des rapports sur la réponse de l'UA à la pandémie de COVID-19 en Afrique, la mise en œuvre de l'Agenda 2063, et les questions relatives à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Bon à savoir, le discours du président gabonais portera sur les activités du Conseil de paix et de sécurité (CPS), l'état de la paix et de la sécurité en Afrique et sur le rapport du C-10 sur la réforme du Conseil de sécurité de l'Onu; ainsi que celui sur les questions relatives à la ZLECAf.

À noter par ailleurs qu'en marge des assises, le président Ali Bongo Ondimba s'entretiendra avec plusieurs de ses homologues.

CGE : en attendant les conclusions de la concertation politique en cours

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

C'EST sur les chapeaux de roue que le nouveau bureau du Centre gabonais des élections (CGE), désormais présidé par Michel-Stephane Bonda, devrait lancer le processus électoral devant déboucher sur la tenue des trois scrutins à venir : la présidentielle, les législatives et les locales. L'urgence du calendrier électoral devrait commencer par l'épineuse question de la révision de la liste électorale.

Ainsi, le bureau dirigé par Michel-Stephane Bonda devrait s'atteler au plus vite à prendre le taureau par les cornes. La question des modalités pratiques de confection, d'établissement, de renouvellement, de révision et de refonte des listes électorales fait partie des défis auxquels ils sont appelés à faire face. C'est vrai, ils devraient, peut-être, attendre les résolutions et recommandations de la concertation politique pour faire correspondre leur travail à la volonté des politiques à faire bouger le curseur. D'autant plus



Photo: DR

Les membres du bureau du CGE, lors leur prestation de serment devant la Cour constitutionnelle.

que le chef de l'État a invité la classe politique à mettre l'accent, au cours de leurs travaux, sur les questions relatives aux prochaines élections générales. Dans un tel contexte, l'inclination d'un CGE qui mettrait la charrue avant les bœufs est à éviter. Toutefois, il est clair que la réflexion devrait prendre forme malgré ces discussions entre politiques. Histoire de ne point être surpris par les événements. Et que le caractère inédit de trois scrutins organisés la même année commande, à n'en point

douter, que les choses soient faites avec efficacité...

Le bureau du CGE, tout en rongeant son frein avant de mettre la machine en branle, pourrait être engagé dans certaines opérations comme la détermination des bureaux de vote ou le recensement du matériel électoral voire sa commande.

Par contre, le véritable premier test de l'équipe Bonda sera l'organisation de l'élection partielle à Mimongo au premier siège du département de l'Ogoulou, dans la province de la Ngounié.